



**IMT Mines Alès**  
École Mines-Télécom

**Division de l'immobilier et de la logistique**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

### **OBJET :**

**Prestations de nettoyage des locaux d'IMT Mines Alès**

### **TYPE DE CONTRAT :**

**Marché comportant une part forfaitaire et une part à commande**


### ***INFORMATIONS A RENSEIGNER PAR L'IMT MINES ALÈS :***



***Date dernière mise à jour avant notification :***

***Référence du marché :***

***Mois M0 :***

## SOMMAIRE


<b>Article 1 Présentation du contrat et des signataires .....</b>	<b>4</b>
1.1 Présentation du CCAP .....	4
1.2  Désignation des parties .....	4
<b>Article 2 Forme - objet et périmètre du contrat .....</b>	<b>7</b>
2.1 Forme et objet du contrat .....	7
2.2 Nombre de titulaires.....	7
<b>Article 3 Pièces contractuelles.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 4 Durée du contrat – délais de réalisation des prestations .....</b>	<b>8</b>
4.1 Durée, prise d'effet du contrat .....	8
4.2 Durée et prise d'effet des Bons de Commande .....	8
4.3 Délais et calendrier de réalisation des prestations.....	8
<b>Article 5 Modalités d'émission des bons de commande.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 6 Modification des prestations à exécuter.....</b>	<b>8</b>
6.1 Modification de site ou de bâtiment .....	8
6.2 Rectification des surfaces.....	9
6.3 Période de travaux.....	9
<b>Article 7 Coordination - pilotage – suivi de la relation contractuelle .....</b>	<b>9</b>
7.1 Représentant(s) du titulaire – pilotage du contrat par le titulaire.....	9
7.2 Représentants IMT Mines Alès .....	9
7.3 Réunions de suivi de la prestation.....	10
7.4 Locaux mis à disposition .....	10
<b>Article 8 Responsabilité - Obligations du titulaire .....</b>	<b>11</b>
8.1 Responsabilité du titulaire .....	11
8.2 Moyens éventuellement mis à la disposition du titulaire .....	11
8.3 Moyens humains – personnel affecté aux opérations .....	12
8.4 Obligations liées au travail dissimulé.....	13
8.5 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur les lieux des opérations.....	14
8.6 Obligation de confidentialité .....	15
8.7 Réparation des dégâts éventuels .....	15
<b>Article 9 Conditions de réalisation des prestations.....</b>	<b>15</b>
9.1 Lieux d'exécution - lieu de livraison.....	15
9.2 Considérations environnementales .....	15
9.3 Réversibilité .....	16
<b>Article 10 Garantie .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 11 Opération de vérification – admission des prestations .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 12 Modalités financières.....</b>	<b>16</b>
12.1 Forme et contenu des prix.....	16
12.2 Montant du contrat.....	17
12.3 Garantie financière .....	17
12.4 Clause de révision des prix .....	18

12.5 Avance .....	18
12.6 Modalités de facturation et de règlement des comptes .....	19
<b>Article 13  Sous-traitance .....</b>	<b>21</b>
<b>Article 14 Réfections .....</b>	<b>22</b>
<b>Article 15 Pénalités .....</b>	<b>22</b>
15.1 Absence de livrable .....	22
15.2 Absence du chef d'équipe .....	22
15.3 Non remplacement d'un personnel .....	22
15.4 Absence aux réunions .....	22
15.5 Pénalités pour inexécution ou exécution partielle d'une opération prévue au calendrier .....	23
15.6 Pénalités pour non suivi de la qualité de la prestation ou non-respect des obligations relatives à la qualité des produits .....	23
15.7 Non-respect du plan de prévention .....	23
15.8 Non-respect du règlement intérieur .....	23
15.9 Non-respect des obligations en matière de gestion des déchets .....	23
15.10 Rupture d'approvisionnement des consommables .....	23
15.11 Non remise de document administratif (assurance, attestation fiscale et sociale, DC4...) .....	23
15.12 Dispositions d'application .....	23
<b>Article 16 Responsabilité - Assurances .....</b>	<b>24</b>
<b>Article 17 Résiliation partielle du marché .....</b>	<b>24</b>
17.1 Décision de résiliation partielle .....	24
17.2 Notification de la décision .....	24
17.3 Indemnisation .....	25
17.4 Effets de la résiliation partielle .....	25
<b>Article 18 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .....</b>	<b>25</b>
18.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire .....	25
18.2 Suspension à l'initiative de l'acheteur .....	26
18.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations .....	26
18.4 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée .....	26
18.5 Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande .....	26
18.6 Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat .....	27
18.7 Demandes indemnitaires .....	27
18.8 Modalités de communications en cas de crise sanitaire .....	27
<b>Article 19 Litiges - langues .....</b>	<b>27</b>
<b>Article 20 Dérogations au CCAG FCS .....</b>	<b>27</b>
<b>Article 21  Engagements du titulaire et signature des parties .....</b>	<b>28</b>

Le présent CCAP comporte des annexes listées à l'**Article 21**

## Article 1 PRESENTATION DU CONTRAT ET DES SIGNATAIRES

### 1.1 PRESENTATION DU CCAP

Le présent document constitue le Cahier des Clauses Administratives Particulières valant acte d'engagement (CCAP) du contrat conclu entre IMT Mines Alès et le titulaire.  
Une fois le document complété par l'attributaire désigné par IMT Mines Alès, uniquement dans les parties prévues à cet effet (*articles ou phrases précédés du signe «  »*), son contenu est à accepter sans réserve.

### 1.2 DESIGNATION DES PARTIES

Le présent contrat est conclu entre :

**D'une part,**

**L'Institut Mines-Télécom**, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP), constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L 717-1 du code de l'éducation, régi par le décret n°2012-279 modifié par le décret n°2016-1527 du 14 novembre 2016, **pris en son entité IMT Mines Alès**, ci-après désignée sous le terme « IMT Mines Alès » ou « acheteur »

6 Avenue de Clavières

30 319 ALES Cédex

SIRET : 180 092 025 00113

Représenté par : la Directrice de l'IMT Mines Alès ou le Secrétaire Général

**Et d'autre part<sup>1</sup>,**



**Paragraphe à remplir lorsque l'entreprise se porte candidate sous forme individuelle**

☐ **L'entreprise, cocontractant unique se présentant seul**, ci-après dénommé « le titulaire »

Dénomination sociale : .....

Ayant son siège social à : .....

Adresse de courrier électronique à utiliser par IMT Mines Alès pour la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai :

.....

Ayant pour numéro unique d'identification SIRET : .....

Représentée par :

Nom : .....

Qualité<sup>2</sup>: ☐ Représentant légal de l'entreprise

☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise

L'entreprise est une PME : ☐ OUI ☐ NON

L'entreprise est une TPE : ☐ OUI ☐ NON

*PME - TPE : au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi*

<sup>1</sup> Le candidat doit cocher la case ou la situation concernée.

<sup>2</sup> La personne physique représentant le candidat doit cocher la situation concernée

n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.

Les prestations réalisées dans le cadre du contrat seront exécutées<sup>3</sup> :

☐ Par le siège

☐ Par l'établissement suivant (uniquement établissement principal ou secondaire lié au siège social)

Nom : .....

Adresse : .....

Numéro unique d'identification SIRET<sup>4</sup> : .....



**Paragraphe à remplir lorsque les entreprises se portent candidates sous forme de groupement**

☐ Le groupement d'entrepreneurs ☐ solidaire ☐ conjoint, ☐ avec mandataire solidaire<sup>5</sup>, ci-après dénommé « le titulaire » et composé des entreprises suivantes:

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du contrat, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard d'IMT Mines Alès.

**1<sup>ère</sup> entreprise cotraitante mandataire du groupement :**

Dénomination sociale : .....

Ayant son siège à : .....

Ayant pour numéro unique d'identification SIRET : .....

Adresse de courrier électronique à utiliser par IMT Mines Alès pour la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai :

Représentée par :

Nom : .....

Qualité<sup>6</sup> : ☐ Représentant légal de l'entreprise

☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise

L'entreprise est une PME : ☐ OUI ☐ NON

L'entreprise est une TPE : ☐ OUI ☐ NON

*PME - TPE : au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.*

<sup>3</sup> Le candidat doit cocher la situation concernée.

<sup>4</sup> Ce numéro doit comporter le même numéro SIREN que celui du siège indiqué ci-dessus.

<sup>5</sup> L'attributaire doit cocher la situation concernée.

<sup>6</sup> La personne physique représentant l'attributaire doit cocher la situation concernée

Les prestations réalisées dans le cadre du présent contrat seront exécutées<sup>7</sup> :

☐ Par le siège

☐ Par l'établissement suivant (*uniquement établissement principal ou secondaire lié au siège social*)

Nom : .....

Adresse : .....

.....

Numéro unique d'identification SIRET<sup>8</sup> : .....

En cas groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du contrat, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard d'IMT Mines Alès.

## 2<sup>ème</sup> entreprise cotraitante :

Dénomination sociale : .....

Ayant son siège à : .....

.....

Ayant pour numéro unique d'identification SIRET : .....

### Représentée par :

Nom : .....

Qualité<sup>9</sup> : ☐ Représentant légal de l'entreprise

☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise

L'entreprise est une PME : ☐ OUI ☐ NON

L'entreprise est une TPE : ☐ OUI ☐ NON

Les prestations réalisées dans le cadre du présent contrat seront exécutées<sup>10</sup> :

☐ Par le siège

☐ Par l'établissement suivant (*uniquement établissement principal ou secondaire lié au siège social*)

Nom : .....

Adresse : .....

.....

Numéro unique d'identification SIRET<sup>11</sup> : .....



Ajouter les autres éventuelles entreprises cotraitantes si nécessaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai, **au pôle achats/marchés publics d'IMT Mines Alès**, les modifications survenant au cours de la durée de vie du contrat et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;

---

7 L'attributaire doit cocher la situation concernée.

8 Ce numéro doit comporter le même numéro SIREN que celui du siège indiqué ci-dessus.

9 La personne physique représentant le candidat doit cocher la situation concernée

10 Le candidat doit cocher la situation concernée.

11 Ce numéro doit comporter le même numéro SIREN que celui du siège indiqué ci-dessus.

- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du contrat.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité d'IMT Mines Alès dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du contrat et le titulaire ne pourra pas invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non-communication des modifications, le contrat pourra être résilié pour faute du titulaire.

## **Article 2 FORME - OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT**

---

### **2.1 FORME ET OBJET DU CONTRAT**

---

Le présent contrat est un **marché ordinaire comportant une part forfaitaire et une part à commande**.

L'acheteur pourra également conclure un marché de prestations similaires avec le titulaire du présent contrat dans les conditions indiquées par l'**article R2122-7 du code de la commande publique**.

Le marché a pour objet l'exécution des prestations de nettoyage des locaux d'IMT Mines Alès sur ses deux sites (Claudie Haigneré et Louis Leprince Ringuet).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Les prestations ne sont pas divisées en lots.

Le contrat ne comporte pas de tranches.

### **2.2 NOMBRE DE TITULAIRES**

---

Le contrat est attribué à un seul titulaire désigné à l'article 1.2 du présent CCAP-AE.

## **Article 3 PIECES CONTRACTUELLES**

---

Le contrat est constitué par les pièces contractuelles suivantes qui, en cas de contradiction, prévalent par ordre de priorité suivant :

- Le présent **Cahier des Clauses Administrative Particulières** (CCAP) valant acte d'engagement, dans sa version notifiée au titulaire, résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, et ses annexes :
  - Annexe 1 : annexe financière (décomposition du prix global et forfaitaire, désigné sous le terme « DPGF » / bordereau des prix unitaires désigné sous le terme « BPU »)
  - Annexe 2 : éventuelle demande d'acceptation de sous-traitant avant notification du contrat – *le cas échéant (voir le modèle de DC4 fourni par IMT Mines Alès)*
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** et ses annexes :
- Les bons de commande
- le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021
  - **L'offre technique du titulaire**
  - Les demandes d'acceptation de sous-traitance postérieures à la notification du contrat

L'exemplaire original des pièces du contrat conservé dans les archives IMT Mines Alès fait seul foi.

Les documents du type CCAG faisant l'objet d'une publication officielle, bien que non joints à l'ensemble des pièces transmises au titulaire, sont réputés connus de ce dernier.

Est réputée non-écrite toute mention des documents établis par le titulaire (notamment ses conditions générales de vente) contraires aux autres pièces du contrat.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de créance est remis au Titulaire, par l'acheteur uniquement après demande expresse du Titulaire.

## **Article 4 DUREE DU CONTRAT – DELAIS DE REALISATION DES PRESTATIONS**

---

### **4.1 DUREE, PRISE D'EFFET DU CONTRAT**

---

Le contrat est conclu pour une **durée ferme de 12 mois, renouvelable tacitement pour une durée de trois fois douze mois**, sauf dénonciation expresse de la part d'IMT Mines Alès trois mois avant la fin de l'année d'exécution en cours, sans que la durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Le point de départ du contrat démarre à compter du jour de sa notification au titulaire.

La période de reconduction commence à la date anniversaire de la date d'entrée en vigueur du contrat. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

### **4.2 DUREE ET PRISE D'EFFET DES BONS DE COMMANDE**

---

L'émission de bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'Accord Cadre. L'exécution stricto sensu des prestations peut toutefois s'achever au-delà de la période de validité du présent contrat sans toutefois dépasser celle-ci de trois (3) mois.

### **4.3 DELAIS ET CALENDRIER DE REALISATION DES PRESTATIONS**

---

Les délais d'exécution des Prestations figurent dans le CCTP, éventuellement complété par le mémoire du Titulaire qui peut y préciser des délais moindres (dans ce cas, ce sont ces délais qui s'imposeront à lui).

Les délais ou dates d'exécution de la prestation sont précisés dans le(s) Bon(s) de Commandes correspondant(s).

Le point de départ du délai est celui de la notification du bon de commande adressé au titulaire.

## **Article 5 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

---

Les bons de commande passés sur le fondement du présent accord-cadre sont conclus en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Ils seront émis au fur et à mesure de la survenance des besoins et seront remis par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les bons de commande conclus sur la base du présent accord-cadre ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Ils sont établis :

- à partir du bordereau des prix unitaires (BPU) figurant en annexe 1 du présent CCAP
- à titre d'un devis transmis par le Titulaire.

Les bons de commande précisent notamment la nature des prestations commandées, les quantités, les lieux et date de réalisation des prestations, les délais de réalisation des prestations le cas échéant.

Seuls les bons de commande signés par le représentant habilité de l'acheteur pourront être honorés par le titulaire.

IMT Mines Alès peut à tout moment annuler ou modifier un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution.

En cas d'annulation ou de suspension d'un bon de commande, sans faute du titulaire, ce dernier peut adresser au IMT Mines Alès une demande de dédommagement relative aux dépenses engagées par lui dans le cadre de cette commande. La demande est examinée puis modifiée, acceptée ou rejetée par IMT Mines Alès au vu du mémoire transmis à son appui et accompagné des originaux des justifications afférentes.

**Par dérogation aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG-FCS**, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au IMT Mines Alès dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

## **Article 6 MODIFICATION DES PRESTATIONS A EXECUTER**

---

### **6.1 MODIFICATION DE SITE OU DE BATIMENT**

---

Tout ajout de site ou de bâtiment s'effectue par avenant. L'acheteur public respecte un préavis de 2 mois pour transmettre au titulaire une fiche du nouveau site ou bâtiment et convenir de la date d'effet de la modification.



En cas de suppression d'un site ou d'un bâtiment, l'acheteur public respecte un préavis de 2 mois pour en informer le titulaire, y compris par voie dématérialisée avec preuve de réception.

## 6.2 RECTIFICATION DES SURFACES

---

Toute augmentation ou diminution des surfaces à nettoyer de +/- 3% est notifiée au titulaire par ordre de service et n'entraîne pas d'incidence financière.

Si les variations des surfaces sont supérieures aux pourcentages indiqués précédemment, les rectifications seront notifiées par avenant et calculées au prorata des surfaces initiales.

L'acheteur public respecte un préavis de 1 mois pour informer le titulaire de la date d'effet de la modification de surface. Il lui transmet la fiche de site ou de bâtiment modifiée, y compris dans les cas n'entraînant pas de changement du prix forfaitaire.

Le titulaire est tenu de proposer des prix conformes aux prix du marché. Si l'acheteur public estime que la nouvelle offre n'est pas conforme aux conditions initiales des offres qui ont permis au titulaire d'être retenu, il dispose d'un délai de 10 jours pour demander une nouvelle offre. Le titulaire doit formuler une nouvelle offre inférieure dans d'un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande.

## 6.3 PERIODE DE TRAVAUX

---

Des travaux de 8 à 12 mois sont prévus sur les bâtiments G, JN et R durant l'exécution du marché. Les locaux exclus provisoirement du nettoyage et les dates de début et de fin des travaux seront précisés au titulaire au moins un mois en amont. Le prix forfaitaire sera ajusté par voie d'avenant.

## Article 7 COORDINATION - PILOTAGE – SUIVI DE LA RELATION CONTRACTUELLE

---

### 7.1 REPRESENTANT(S) DU TITULAIRE – PILOTAGE DU CONTRAT PAR LE TITULAIRE

---

En application de l'**article 3.4.1 du CCAG-FCS**, dès la notification du contrat, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès d'IMT Mines Alès, pour les besoins de l'exécution du contrat. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au IMT Mines Alès, dans les délais requis ou impartis par le contrat, les décisions engageant le titulaire.

Ce représentant devra être joignable facilement pendant les horaires de travail (de 8 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 18 h 00 du lundi au vendredi).

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du contrat devra obligatoirement être notifié à IMT Mines Alès dans les plus brefs délais.

Le titulaire transmet annuellement à l'acheteur un état de son activité au sein du présent accord-cadre. Cet état d'activité comprend a minima :

- La liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant
- La quantité de consommables utilisés dans le cadre de l'exécution des prestations

### 7.2 REPRESENTANTS IMT MINES ALES

---

**Le principal représentant IMT Mines Alès pour les besoins de l'exécution et du suivi opérationnel du contrat, au sens de l'article 3.3 du CCAG-FCS est :**

**M Mouloud LAHROUCHI, Responsable de l'entretien du patrimoine immobilier.**

**Le cas échéant les commandes pourront toutefois émaner d'autres départements/services d'IMT Mines Alès selon les besoins.**

En cas de modification de l'(des) interlocuteur(s) nommé(s) ci-dessus, IMT Mines Alès s'engage à indiquer au titulaire le nom de la personne chargée du suivi technique et/ou opérationnel. L'habilitation de nouveaux représentants sera réalisée sans avenant.

En dehors des questions d'exécution technique et/ou opérationnelle du contrat, toute correspondance du titulaire relative au présent contrat sera transmise à l'une des attentions suivantes, selon l'objet de la demande :

<b>Ordonnateur</b>	Madame la Directrice d'IMT Mines Alès
--------------------	---------------------------------------

<b>Personne habilitée à donner les renseignements de l'article R. 2191-59 et suivants du code de la commande publique</b> (en cas de cession ou nantissement de créance)	Madame l'agent comptable de l'Etablissement public IMT Mines Alès <b>Anne-Sophie CHAMBON</b> <a href="mailto:anne-sophie.chambon@emse.fr">anne-sophie.chambon@emse.fr</a> 158 Cours Fauriel 42023 SAINT-ETIENNE
<b>Assignment des paiements</b>	Madame l'Agent comptable de l'Etablissement public IMT Mines Alès
<b>Suivi administratif et juridique</b> (dont traitement des DC4)	Service des finances IMT Mines Alès
<b>Suivi financier</b> (dont facturation)	Service des finances IMT Mines Alès

### 7.3 REUNIONS DE SUIVI DE LA PRESTATION

#### 7.3.1 REUNION DE MISE AU POINT DU MARCHÉ

Réunion de mise au point au début du marché : validation du planning d'exécution des prestations, organisation fonctionnelle. Elle donnera lieu à un compte-rendu signé du Chef d'agence et du représentant de l'Ecole. Un exemplaire sera remis à chacun des participants.

#### 7.3.2 REUNION DE SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

Une réunion de suivi de l'exécution de la prestation sera organisée à une fréquence minimale de 2 fois par an et maximale de 6 fois par an. La date de la réunion sera déterminée en concertation avec le titulaire ; elle donnera lieu à un compte-rendu établi par le titulaire et mis à l'ordre du jour de la réunion suivante pour en suivre les évolutions.

L'ordre du jour minimal d'une réunion de suivi est :

- bilan qualitatif des prestations au moyen d'un récapitulatif des résultats des contrôles qualité contradictoires et de la fréquence de ces contrôles ;
- bilan et taux de réalisation des actions correctives ;
- bilan quantitatif des prestations (coût des prestations récurrentes, exceptionnelles, pénalités, réfections) ;
- suivi de réalisation des prestations forfaitaires périodiques figurant au planning ;
- revue des améliorations décidées lors de la précédente réunion de coordination ;
- faits marquants intervenus sur la période précédente ;
- fixation de nouveaux axes d'amélioration.

#### 7.3.3 REUNIONS D'INCIDENTS D'EXECUTION

Les problèmes d'exécution donnent lieu à des réunions organisées à l'initiative de l'acheteur public. Le titulaire doit habilitier une personne compétente. Ces réunions sont le préalable à l'application de pénalités.

### 7.4 LOCAUX MIS A DISPOSITION

Les locaux nécessaires à l'installation des services de nettoyage ainsi que des vestiaires destinés à ses équipes, sont mis gratuitement à la disposition du titulaire dans la limite des surfaces disponibles et telles qu'il les a reconnus.

Dans ces locaux, sous réserve de l'accord du représentant d'IMT Mines Alès, le titulaire peut stocker tout ou partie de son matériel et ses fournitures. Il doit pour cela respecter les règles d'hygiène et de sécurité en particulier pour les matières inflammables. L'acheteur public se réserve le droit de refuser l'emploi et le stockage de produits dangereux.

## Article 8 RESPONSABILITE - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 8.1 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

---

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des prestations qui lui sont confiées, tous les précédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives au cours de l'exécution du contrat.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations dans les délais impartis. Il s'engage, si cela s'avère nécessaire à renforcer son équipe et ses moyens techniques sans accroissement de rémunération.

### 8.2 MOYENS EVENTUELLEMENT MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

---

Lorsque des moyens sont laissés gratuitement à la disposition du titulaire par IMT Mines Alès, pour l'exécution du contrat, un constat contradictoire est établi pour constater l'état de ces moyens au moment de leur mise à la disposition du titulaire. Ce constat est signé par les deux parties. Il mentionne la valeur de ces moyens.

La date effective de la mise à disposition est celle du constat contradictoire.

Le titulaire est responsable du gardiennage, de la conservation, de l'entretien et de l'emploi des moyens qui lui sont confiés, dès que ceux-ci ont été effectivement mis à sa disposition. Il ne peut en user que pour satisfaire à l'objet du contrat.

A cet effet, le titulaire doit :

- en tenir un inventaire permanent,
- apposer sur les moyens tout dispositif permettant l'identification du propriétaire.

Lorsque l'un de ces moyens mis à disposition est endommagé, détruit ou perdu, le titulaire est tenu de le remettre en état, de le remplacer ou d'en rembourser la valeur résiduelle à la date de disparition ou du sinistre.

Au terme de l'exécution ou après résiliation du contrat, ou au terme fixé par celui-ci, les moyens mis à disposition sont restitués au IMT Mines Alès.

Un constat contradictoire est établi lors de leur restitution. Le cas échéant, les frais relatifs à cette restitution incombent au titulaire.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations mentionnées ci-dessus, IMT Mines Alès peut suspendre le paiement des sommes dues au titre du contrat, à concurrence du préjudice estimé, jusqu'à l'exécution de ces obligations.

Indépendamment des sanctions mentionnées ci-dessus, le contrat peut être résilié, dans les conditions de l'**article 41 du CCAG-FCS**, en cas de défaut de présentation, de mauvais emploi ou d'utilisation abusive des moyens mis à la disposition du titulaire.

Le titulaire peut être tenu, préalablement à leur mise à sa disposition et tant qu'il en dispose, de faire assurer à ses frais l'ensemble des moyens qui sont la propriété IMT Mines Alès.

Il devra dans ce cas justifier avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du contrat, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande d'IMT Mines Alès et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire contrevient à ces prescriptions, IMT Mines Alès peut contracter à sa place, cinq jours après une mise en demeure restée sans effet, la ou les polices d'assurance nécessaires.

Le montant des primes d'assurances est alors retenu sur les sommes dues au titulaire au titre du contrat.

### 8.3 MOYENS HUMAINS – PERSONNEL AFFECTE AUX OPERATIONS

---

#### 8.3.1 REPRISE DU PERSONNEL

---

Conformément à l'article L. 1224-1 du Code du travail, le titulaire du marché est tenu de reprendre, à la date d'effet du marché, l'ensemble du personnel affecté de manière permanente et exclusive aux prestations de nettoyage objet du présent marché (Voir liste dans l'Annexe 2 du CCAP).

Cette obligation s'applique uniquement au personnel :

Le titulaire doit :

- Reprendre le personnel aux mêmes conditions de rémunération, de classification et d'ancienneté.
- Maintenir les avantages acquis (ex : primes, congés, horaires).

Le titulaire déclare accepter sans réserve cette clause et s'engage à se conformer strictement aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

#### 8.3.2 ENCADREMENT DU PERSONNEL

---

Au plus tard sept jours avant le début de l'exécution des prestations, le titulaire devra fournir, la liste nominative de ses salariés prévus pour intervenir sur le(s) site(s) d'IMT Mines Alès pour l'établissement des laissez-passer.

Le titulaire a l'obligation d'affecter un agent responsable de l'encadrement et de la discipline de son propre personnel, du mode d'exécution des prestations (sécurité des biens et des personnes, qualité et justification du travail exécuté) et, d'une manière générale, de l'application du cahier des charges.

Il doit se rendre aux convocations émises par Lorsque IMT Mines Alès constate une insuffisance d'encadrement ou la non-application de consignes particulières au personnel en place, une convocation pourra être envoyée au titulaire qui aura l'obligation d'y répondre.

Le titulaire soumettra à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent et il soumettra son personnel permanent aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les machines utilisées devront être adaptées à l'école et à l'intensité nominale des prises de courant.

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau froide nécessaires à l'exécution de la prestation seront assurées gratuitement par l'école.

Toutes les dispositions sont prises pour que l'état des meubles, bâtiments, décorations, machines etc... ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage, en particulier par la projection de produits.

Il est rigoureusement interdit au personnel géré par le titulaire (liste non exhaustive) :

- de manipuler pour quelque raison que ce soit les appareils et matériels se trouvant dans les locaux,
- l'emploi de chiffons ou objets humides à proximité des conducteurs ou prises de courant,
- de fumer pendant l'exécution des travaux de nettoyage,
- d'utiliser le téléphone pour des raisons personnelles,
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ainsi que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- de provoquer des désordres quelconques sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- de manquer de respect aux usagers des bâtiments,

#### 8.3.3 PLANNING D'INTERVENTION

---

Concernant les prestations forfaitaires, un planning d'intervention détaillé doit être fourni par le titulaire, en fonction des fréquences mentionnées au CCTP.

Concernant les prestations annuelles, ce planning sera modifié afin de les y ajouter à la date prévue d'un commun accord avec IMT Mines Alès.

Concernant les prestations à la demande, celles-ci devront être intégrées au planning dès réception des demandes.

L'exactitude du planning est présumée par la personne publique qui réalise ses contrôles quotidiens sur la base des indications qui y sont portées. En conséquence, une absence de mise à jour ne constitue pas un argument recevable quant à la mauvaise exécution d'une prestation.

#### 8.3.4 ACCES AUX LOCAUX ET EQUIPEMENTS

---

La Personne Publique remettra au titulaire des clés et des badges d'accès en quantité suffisante, permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations.

En cas de perte ou de vol, le titulaire avise aussitôt le département technique et logistique des exemplaires manquants ; ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au titulaire.

En fin de marché, le titulaire sera tenu de remettre à la personne publique les clés et les badges confiés initialement.

Le personnel du titulaire est soumis au règlement intérieur d'IMT Mines Alès, aux règles d'accès et de circulation sur les sites objet du marché, aux dispositions relatives à l'hygiène, à la sécurité du travail et des personnes en vigueur.

Le personnel désigné par le titulaire comme intervenant sur site sera porteur d'une tenue propre à l'entreprise. Cette tenue spécifique à l'entreprise est obligatoire.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de l'établissement.

Le titulaire communiquera à l'acheteur public l'attestation de formation dispensée auprès de ses agents concernant la signalétique appropriée aux locaux à risques. Il est rappelé à cet effet que le nettoyage de ces locaux peut s'exécuter en présence des utilisateurs de ces locaux.

Le titulaire s'engage à fournir à la personne chargée de la conduite du contrat, au plus tard deux (2) jours avant la date présumée d'intervention, la liste des véhicules automobiles et leurs caractéristiques (type, marque, couleur, immatriculation, nom du titulaire) amenés à pénétrer et à stationner dans l'enceinte d'IMT Mines Alès, dans la limite du nombre de véhicules autorisés par le représentant d'IMT Mines Alès.

### 8.4 OBLIGATIONS LIEES AU TRAVAIL DISSIMULE

---

#### 8.4.1 LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR

---

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du contrat seront effectués par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-1 et R3243-1 du code du travail.

**Si le titulaire est établi ou domicilié en France**, il s'engage à communiquer à l'acheteur, avant la notification du contrat, puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les documents visés à l'article D8222-5 du Code du travail à savoir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois,

**Si le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger**, il remettra avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts.  
Si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France,
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois.

Lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,

- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel,
- pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Lorsque le titulaire emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, il remettra avant la notification du contrat une attestation sur l'honneur, à la date de signature du contrat, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R3243-1 du Code du Travail, ou de documents équivalents.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à l'acheteur et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D8222-5 du code du travail, a recours au travail dissimulé, l'acheteur se réserve la possibilité de prononcer la résiliation du contrat, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par l'acheteur et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, l'acheteur pourra décider de prononcer la résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire.

#### 8.4.2 MODE DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS (LOGICIEL E.ATTESTATIONS)

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par IMT Mines Alès, à l'adresse suivante :

<https://365.e-attestations.com>

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de l'exécution du contrat. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

A défaut, le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le contrat, aux frais et risques du titulaire.

#### 8.5 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LES LIEUX DES OPERATIONS

---

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité. A ce titre, il devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des opérations. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

En complément des dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-FCS, le titulaire devra, conformément au décret du 20 février 1992 modifié par le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 effectuer les actions suivantes :

- Etablissement d'une note d'information préalable précisant les dates d'intervention, les durées, le nombre de salariés affectés, les noms et qualités des personnes responsables.
- Participation le cas échéant à des inspections préalables des lieux d'intervention, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition du titulaire.

- Participation avant le commencement des prestations, à l'établissement d'un **plan de prévention** (document définissant les mesures qui doivent être prises par l'entreprise extérieure et ses éventuels sous-traitants, en vue de prévenir les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels)
- Information des salariés des dispositions retenues.

#### **8.6 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

---

Le titulaire ainsi que les membres de ses équipes sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du contrat. Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable IMT Mines Alès.

Le non-respect de ces dispositions entraîne, la résiliation immédiate du lien contractuel sans préavis, ni indemnité.

IMT Mines Alès se réserve par ailleurs le droit d'engager les poursuites judiciaires qu'il estimera adaptées à la situation.

#### **8.7 REPARATION DES DEGATS EVENTUELS**

---

Si le titulaire commet une faute entraînant des dégâts aux ouvrages existants ou nouvellement créés et si ces dégâts lui sont directement imputables, il doit en assurer à ses frais, et sous sa responsabilité la remise en état. En cas de carence dans un délai de 8 jours calendaires après mise en demeure le sommant de procéder aux remises en état, la personne publique prélèvera sur les sommes dues au titulaire, l'équivalent au moins de l'évaluation des dépenses nécessaires aux remises en état et les dépenses de remise en état.

### **Article 9 CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS**

---

#### **9.1 LIEUX D'EXECUTION - LIEU DE LIVRAISON**

---

Les prestations seront exécutées sur les sites d'IMT Mines Alès.

#### **9.2 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES**

---

D'une manière générale, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport des fournitures doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.

Le titulaire privilégie le transport groupé des fournitures à livrer afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. A ce titre, le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP (**article 15.9**).

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement...). La reprogrammation de la date de livraison peut déroger aux délais de livraison inscrits au marché, sous réserve de la validation expresse de l'acheteur.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

### 9.3 REVERSIBILITE

---

Au terme du contrat, le titulaire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par IMT Mines Alès et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en œuvre.

La fourniture de toutes les informations relatives à l'exécution du contrat, la documentation constituée durant l'exécution du contrat, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le transfert de connaissance sont inclus dans le présent contrat.

### Article 10 GARANTIE

---

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG.

La garantie s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

### Article 11 OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

---

Les opérations de vérification et d'admission auront lieu conformément à la procédure décrite dans les **articles 27 et suivants du CCAG FCS**, toutefois :

- **par dérogation à l'article 27.3 dudit CCAG.FCS**, l'acheteur n'aviser pas forcément le titulaire des jours et heures des opérations de vérification ; celles-ci pourront donc se dérouler sans le titulaire ou son représentant
- **par dérogation aux articles 28.2 §2, 30.1 et 30.2.1 §2 du CCAG-FCS**, les délais mentionnés sont portés à 30 jours.
- En cas d'ajournement, **par dérogation aux dispositions de l'article 30.2 du CCAG-FCS**, le titulaire dispose d'un délai de trois jours ouvrés pour faire part de ses observations. En cas de refus ou de silence du titulaire dans ce délai, les prestations peuvent être réceptionnées avec réfaction ou rejetées.

Chaque jour, la personne publique peut contrôler la qualité de la prestation effectuée. Pour ce faire, elle s'appuie sur le planning d'intervention. Tout manquement est signalé au responsable non-cœuvrant, qui sans délai informe le chef d'équipe de la nécessité de reprise immédiate. En cas de non-reprise, le responsable non-cœuvrant à qui est signalé sans délai le problème vient constater sur place. Il est alors procédé à un contrôle contradictoire susceptible de donner lieu à des réfactions, sans que ce contrôle ne soit comptabilisé dans les contrôles contradictoires mensuels décrit ci-dessous.

Outre les contrôles quotidiens par la personne publique de la qualité de la prestation effectuée, le prestataire du marché sera soumis à des contrôles qualité contradictoires. Ces contrôles seront organisés et assurés par un représentant d'IMT Mines Alès ou par un éventuel assistant extérieur.

Le titulaire s'engage à effectuer un ou deux contrôles ordinaires contradictoires de l'exécution des prestations effectuées par mois. Ces contrôles seront réalisés en présence de l'entreprise prestataire d'une part, et d'un représentant de la personne publique d'autre part.

Ces contrôles s'effectueront conformément aux modalités définies dans le CCTP.

Lors de ces contrôles, une fiche de contrôle, sera renseignée. Cette fiche pourra évoluer en cours d'exécution du marché à l'initiative de la personne publique.

Cette fiche pourra donner lieu, en cas de mauvaise exécution des prestations définies au CCTP, à la réfaction du prix. En effet, de manière générale, la réfaction s'applique à des défauts d'exécution tandis que les pénalités s'appliquent à des retards dans l'exécution, à des absences.

Une prestation non exécutée correctement devra être reprise dans les plus brefs délais.

### Article 12 MODALITES FINANCIERES

---

#### 12.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

---

Le présent contrat est conclu en Euros.

Les **prestations** sont rémunérées sur la base **d'un prix forfaitaire** dont la décomposition figure en **Annexe 1 du présent CCAP**.

Et/



Sur la base d'une **part à commande** (**articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique**), par application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (figurant en **Annexe 1 du CCAP**) aux quantités réellement exécutées.

Le titulaire déclare qu'il a, préalablement à la signature du contrat, pris connaissance et pu disposer de l'ensemble des éléments, en particulier techniques, lui permettant de mesurer l'étendue des obligations souscrites par lui.

Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'**article 269 du Code Général des Impôts**.

## 12.2 MONTANT DU CONTRAT

### 12.2.1 MONTANT FORFAITAIRE

Le **montant du contrat correspondant à la part forfaitaire** est fixé à la somme de :

**MONTANT DE LA PERIODE FERME (12 MOIS) = MONTANT INITIAL :**



Montant hors T.V.A (en chiffres) :



T.V.A. au taux de \_\_\_% (en chiffres) :



Montant T.V.A. incluse (en chiffres) :

(.....TTC) (en toutes lettres)

La décomposition du prix global et forfaitaire figure dans la DPGF (**annexe 1 du présent CCAP**).

### 12.2.2 MONTANTS MINIMUM ET MAXIMUM

Le contrat est conclu avec un minimum correspondant au montant initial.

Le contrat est conclu avec un **maximum de 1 500 000 €TTC** sur la totalité de sa durée, y compris reconduction.

Dans le cas particulier où le montant des prestations exécutées atteint le montant maximum prévu par le présent contrat, l'acheteur se réserve la possibilité de poursuivre l'exécution des prestations par « décision de poursuivre ». Cette décision interviendra dans la limite des dispositions réglementaires applicables en termes de seuil de publicité et/ou de procédure applicables au moment de la passation du présent contrat.

### 12.2.3 REPARTITION DES MONTANTS (EN CAS DE CO-TRAITANCE)

La répartition des sommes à payer entre le titulaire mandataire et le(s) co-traitant(s) est la suivante **pour la part forfaitaire** des prestations :

Nature de la prestation	Désignation des membres du groupement	Montant (€HT)	Montant (€TTC)
<b>TOTAL</b>			

## 12.3 GARANTIE FINANCIERE

Aucune clause de garantie financière n'est prévue.

## 12.4 CLAUSE DE REVISION DES PRIX

Les prix forfaitaire et unitaires sont fermes et définitifs la première année du contrat (12 premiers mois à compter de son entrée en vigueur), puis révisibles lors de nouvelle année du contrat, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0,125 + 0,875 (I/I_0))$$

Définition des indices utilisés :

- M0 : mois d'établissement des prix « M0 », figurant en page de garde du présent CCAP (correspondant au mois de la dernière offre du titulaire en réponse à la consultation)
- P = prix révisé hors TVA,
- P0 = prix du contrat hors TVA au mois M0, ou prix obtenu à la révision précédente (1<sup>e</sup> révision basée sur le prix initial, 2<sup>e</sup> révision et suivantes basées sur le prix révisé)
- I = valeur du dernier indice connu à la date de la reconduction. Indice CPF 81.2 Services de nettoyage identifiant 010766545
- I0 = valeur de l'indice de référence du mois d'établissement des prix du marché, appelé mois M0
- ICHTrev-TS0= indice mensuel du coût horaire du travail révisé, tous salariés, charges salariales comprises des services aux entreprises du mois M0. Indice CPF 81.2 Services de nettoyage identifiant 010766545

Les indices sont lus sur le site Internet de l'INSEE à la date de la demande de révision des prix.

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Avant application des révisions de prix, **il appartient au titulaire de remettre pour validation, au responsable du suivi opérationnel du contrat, sa demande de révision des prix, au plus tard un mois avant la date anniversaire de chaque nouvelle année de reconduction du contrat**. La demande précisera les informations nécessaires au contrôle du calcul (notamment la valeur des indices retenus et DPGF / BPU mis à jour). Si les indices ne sont pas encore connus au moment de la demande, le titulaire effectuera tout de même sa demande avec un calcul prévisionnel).

Le coefficient de révision est arrêté et arrondi à la quatrième décimale (*exemple : coefficient de révision de 1,019846 arrondi à 1,0198, soit un taux de révision de 1,98 %*).

Le prix révisé, après application du coefficient de révision, est arrêté et arrondi à la deuxième décimale.

## 12.5 AVANCE

L'option B de l'article 11 du CCAG-FCS est applicable au présent contrat.

Sauf refus exprimé dans le présent CCAP valant acte d'engagement (**Article 17**), une avance sera versée au titulaire, dans les trente jours à compter de la notification du contrat, si le montant initial du contrat (forfait de la période ferme) dépasse 50 000 €HT.

Cette avance **est égale à 5 %** du montant forfaitaire de la période ferme.

En cas de reconduction du contrat, l'avance peut être versée, à nouveau sur les mêmes bases (soit 5 % du montant de l'année reconduite du contrat), dans les trente jours à compter de la date de reconduction du contrat, si le montant de l'année de reconduction dépasse 50 000 €HT (hors application de la clause de variation de prix).

L'assiette de l'avance est réduite du montant sous-traité en cas de sous-traitance déclarée dans les conditions précisées à **l'Article 13 du présent CCAP**.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte, sur les sommes dues au titulaire au titre de ses demandes de paiement, effectuées suivant la périodicité déterminée à **l'article 0 du présent CCAP**, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant total de l'assiette de l'avance. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial TTC.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire, avec les particularités détaillées aux **articles R2193-19 à R2193-20 du code de la commande publique**.

## **12.6 MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT DES COMPTES**

---

### **12.6.1 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS**

---

Le marché étant considéré comme s'exécutant de manière continue, les factures seront établies au début de chaque mois pour les prestations effectuées au cours du mois précédent.

Le montant à facturer représente un douzième du montant annuel forfaitaire. Il sera tenu compte le cas échéant des pénalités.

Le paiement intervient après constat du service fait, les modalités de règlement des prestations sont celles prévues aux CCAG FCS.

La monnaie de comptes est l'euro(s).

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et indiquera son numéro de TVA intracommunautaire.

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les paiements sont effectués par mandats, en créditant le compte ouvert au nom du Titulaire dans le contrat fourni dans le présent document (RIB unique ou RIB séparés des membres du groupement suivant les instructions du Titulaire).

### **12.6.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT – MENTIONS ET ADRESSE DE FACTURATION**

---

Le titulaire fera parvenir de façon dématérialisée à l'acheteur public une facture mensuelle précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché, libellée au nom de :

IMT Mines Alès

Service Finances

6 avenue de Clavières - 30319 Alès cedex

Outre les mentions légales, chaque facture portera les éléments suivants :

- Le numéro du marché (voir page de garde)
- Nom et adresse du titulaire
- Numéro de SIRET
- Date d'établissement de la facture
- Numéro de facture
- Identification des prestations
- Montant hors taxes de la prestation exécutée exigible
- Taux et montant de la TVA en vigueur au jour de la facturation
- Montant total TTC

L'acheteur public se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le titulaire en informe IMT Mines Alès par courrier recommandé avec accusé de réception auquel sera joint le RIB ET l'IBAN du nouveau compte.

**Le titulaire utilise le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr> aux fins de déposer sa facture ou de la saisir directement sur le portail Chorus Pro. Tout envoi de facture effectué par un autre moyen entraînera le rejet de la facture.**

**Les titulaires devront renseigner les éléments suivants :**

- N° de SIRET d'IMT Mines Alès : 180 092 025 001 13
- N° du marché
- N° d'engagement juridique CHORUS figurant sur le bon de commande
- N° de la facture
- Nom et adresse du créancier
- Références du compte bancaire ou postal (identiques à ceux indiqués dans le présent CCAP valant acte d'engagement)
- N° de SIRET, SIREN ou registre du commerce
- Code APE
- Montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet : « Communauté Chorus Pro » à l'adresse : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>. Y figurent toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à l'organisation du déposant.

Un ensemble de fiches pratiques est téléchargeable ici : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Il existe également des tutoriels sur la chaîne YouTube : <https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>.

---

#### 12.6.3 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dans les conditions prévues ***aux articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique.***

---

#### 12.6.4 ACCEPTATION DU MONTANT DE LA FACTURE

IMT Mines Alès vérifie le montant indiqué sur la facture. Il le complète éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par IMT Mines Alès. Il est notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

---

#### 12.6.5 MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE DESACCORD

En cas de désaccord entre le titulaire et IMT Mines Alès, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par IMT Mines Alès, dans les conditions prévues à ***l'article 11.7.3 du CCAG FCS***, déduction faite des éventuelles pénalités dues au titre de ***l'Article 14 du présent CCAP.***

---

#### 12.6.6 DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le délai de paiement est de **30 jours à compter de la réception de la demande de paiement**. Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.


Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

**Le délai de paiement peut être suspendu par l'acheteur dans les conditions prévues à l'article 4 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par les pièces du contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.**

Durant la période de validité du contrat, le titulaire est tenu de communiquer par écrit (pour lui-même et ses sous-traitants éventuels) au IMT Mines Alès tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent contrat. S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que IMT Mines Alès ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiements des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur le CCAP valant Acte d'Engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont IMT Mines Alès n'aurait pas eu connaissance.

#### 12.6.7 COORDONNEES BANCAIRES DU TITULAIRE

Les sommes dues au titulaire seront réglées par virement bancaire en faisant porter au crédit du compte ouvert au nom de <sup>12</sup> :



**COLLER LE RIB**

En cas de groupement :

*RIB d'un compte unique établi pour le groupement ou s'il n'existe pas de compte unique, RIB de tous les membres du groupement à annexer au présent acte d'engagement.*

**En cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire**, celui-ci doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement à la cellule achats IMT Mines Alès et fournir le relevé d'identité bancaire correspondant. La notification de ce changement doit être signée par un représentant habilité à engager le titulaire.

IMT Mines Alès se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants aux crédits des comptes désignés dans les actes spéciaux.

#### Article 13 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations, dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les **articles R2193-2 à R2193-22 du code de la commande publique**, à savoir notamment à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du contrat l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance (*dit DC4, suivant le modèle fourni par IMT Mines Alès*), que le titulaire doit remettre au IMT Mines Alès contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.



Dans le cas d'un contrat passé avec des entrepreneurs groupés, l'acte spécial de sous-traitance devra être signé par le mandataire et le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur dans le règlement de la consultation ayant conduit à la conclusion du présent contrat.

<sup>12</sup> En cas de groupement solidaire, indiquer les références du compte bancaire du mandataire et le cas échéant, indiquer en annexe au présent acte d'engagement les références du compte bancaire des autres membres du groupement en cas de demande de paiement sur des comptes séparés.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire peut faire obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant l'acheteur.

**Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.**

<p> <u>Le montant total des prestations que le titulaire envisage de sous-traiter avant notification du contrat, conformément à l'annexe du présent CCAP est de :</u></p> <p>Montant hors T.V.A (en chiffres)  T.V.A. au taux de <input type="text"/> % (en chiffres)  Montant T.V.A. incluse (en chiffres)  ( ..... ) (en toutes lettres)</p>
<p> <u>Le montant maximal de la créance que le titulaire pourra présenter en nantissement ou céder, est ainsi de :</u></p> <p>Montant hors T.V.A (en chiffres)  T.V.A. au taux de <input type="text"/> % (en chiffres)  Montant T.V.A. incluse (en chiffres)  ( ..... )  (en toutes lettres).</p>

Lorsqu'un intervenant n'ayant pas reçu d'agrément de sous-traitance directe ou directe intervient sur le chantier, le titulaire devra remettre une attestation sur l'honneur indiquant que l'entreprise intervenant en qualité de fournisseur ou loueur n'a pas la qualité de sous-traitant.

## Article 14 REFACTIONS

En cas de mauvaise exécution d'une prestation, une réfaction sur les prix correspondants sera appliquée. Aucune réfaction ne pourra intervenir dans les trois mois qui suivent le début du marché.

Les réfections sont fixées en pourcentage des prix annuels du marché selon les critères suivants :

- si la note obtenue par le prestataire lors du contrôle des prestations est NS ou NE : la réfaction sera de 1/150ème du montant annuel HT du marché.
- en cas de mauvaise exécution d'une prestation à la demande, et en l'absence de reprise, celle-ci ne sera pas payée par la personne publique qui l'a signalé sans délai au titulaire.

Les réfections viendront en déduction de la facture du mois relative au marché.

## Article 15 PENALITES

### 15.1 ABSENCE DE LIVRABLE

En cas d'absence du carnet de liaison ou du planning d'intervention hebdomadaire à jour ou de la liste nominative à jour du personnel d'intervention, une pénalité de 100 € HT par constat sera appliquée.

### 15.2 ABSENCE DU CHEF D'EQUIPE

Pénalité de 70 € HT par jour d'absence

### 15.3 NON REMPLACEMENT D'UN PERSONNEL

Pénalité de 50 € HT par jour de non remplacement

### 15.4 ABSENCE AUX REUNIONS

En cas d'absence du titulaire, non déclarée dans les 48 heures précédant la date prévue d'une quelconque réunion, il sera fait application d'une pénalité de 100 € par absence non déclarée.

#### 15.5 PENALITES POUR INEXECUTION OU EXECUTION PARTIELLE D'UNE OPERATION PREVUE AU CALENDRIER

- local administratif, salles de réunion,...	75 euros
- circulations	75 euros
- salle d'enseignement, salles informatiques et amphithéâtres	150 euros
- gymnase	150 euros
- sanitaires	150 euros
- restaurant	300 euros

#### 15.6 PENALITES POUR NON SUIVI DE LA QUALITE DE LA PRESTATION OU NON-RESPECT DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA QUALITE DES PRODUITS

En cas de non-respect des principes de suivi de la qualité des prestations et des produits définis dans le CCTP constaté lors d'un contrôle, le titulaire se verra appliquer sur la facture du mois concerné une pénalité forfaitaire de 500 €.

Les pénalités pour inexécution et pour non suivi de la qualité de la prestation sont cumulables.

#### 15.7 NON-RESPECT DU PLAN DE PREVENTION

Sur simple constat IMT Mines Alès, des pénalités seront appliquées au titulaire pour non-respect des dispositions fixées dans le plan de prévention d'un montant de :

- 1000 (mille) Euros par infraction constatée lorsque la violation met en danger la vie d'une personne
- 500 (cinq cents) Euros par infraction constatée dans tous les autres cas

#### 15.8 NON-RESPECT DU REGLEMENT INTERIEUR

Le non-respect du règlement intérieur IMT Mines Alès implique une pénalité forfaitaire de 100 (cent) Euros par infraction.

#### 15.9 NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE GESTION DES DECHETS

Le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard dans la remise des documents relatifs au traitement des déchets. Le retard est mesuré à compter de la demande par IMT Mines Alès au titulaire de remise des documents exigés dans le présent contrat.

#### 15.10 RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT DES CONSOMMABLES

En cas de rupture dans l'approvisionnement d'un des consommables sanitaires, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros HT par jour ouvré de retard à partir de la date de réclamation.

#### 15.11 NON REMISE DE DOCUMENT ADMINISTRATIF (ASSURANCE, ATTESTATION FISCALE ET SOCIALE, DC4...)

En cas de non remise de l'attestation d'assurance prévue à ***l'Article 16 du présent CCAP***, une retenue provisoire de 50 (cinquante euros par jour calendaire de retard pourra être appliquée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire sur la facture qui suivra la réception du document par IMT Mines Alès.

En cas de non production des attestations sociales et fiscales prévues à ***l'article 8.4 du CCAP***, une pénalité de 50 (cinquante) euros par jour calendaire de retard pourra être appliquée sur les sommes dues au titulaire, sans pouvoir excéder le montant des amendes prévues au titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé. Cette somme sera reversée au titulaire sur la facture qui suivra la réception du document par IMT Mines Alès dès que le titulaire aura transmis le document.

#### 15.12 DISPOSITIONS D'APPLICATION

Les différents types de pénalités ne sont pas exclusifs les uns des autres et peuvent être cumulés.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du contrat aux frais et risques du titulaire.

**Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS**, les pénalités ne sont pas plafonnées.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS**, les pénalités sont applicables dès le 1<sup>er</sup> Euro.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes ou constituer un élément au décompte général.

Si le montant des pénalités applicables est supérieur au montant de la facture sur laquelle elles apparaissent, la facture laissera apparaître un solde négatif qui sera traité sous forme d'avoir pour les prochaines factures à venir.

Une remise de pénalité peut être accordée au titulaire par IMT Mines Alès sur décision spéciale et motivée, eu égard :

- aux efforts du titulaire accomplis pour limiter le préjudice subi
- au préjudice effectivement subi
- à la proportion entre le montant de la pénalité et le montant du contrat

## **Article 16 RESPONSABILITE - ASSURANCES**

---

Le titulaire est responsable de l'ensemble des préjudices de toutes nature qui pourraient être causés à toutes personnes ou à tous biens, appartenant au IMT Mines Alès ou à des tiers, du fait de ses prestations, soit de son personnel, soit des tiers agissant pour son compte, soit de ses fournisseurs, soit des choses dont il a la garde.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du contrat.

Le titulaire justifie que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels, les dommages immatériels qui pourraient être causés tant au IMT Mines Alès qu'à tout tiers dans l'exécution du présent contrat.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 17 RESILIATION PARTIELLE DU MARCHE**

---

### **17.1 DECISION DE RESILIATION PARTIELLE**

---

Lorsque la fermeture d'un site entraîne l'arrêt définitif des prestations objet du présent marché qui lui sont attachées, l'acheteur public procède à la résiliation partielle du marché, uniquement pour la part des prestations concernées par cette fermeture et sans préjudice de la poursuite de l'exécution du restant des prestations prévues au présent marché.

Cette résiliation partielle fait l'objet d'une décision qui prend effet à la date déterminée par l'acheteur public pour l'arrêt des prestations. Cette date peut, ou non, correspondre à la date de fermeture du site concerné.

### **17.2 NOTIFICATION DE LA DECISION**

---

La décision de résiliation partielle est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.



### **17.3 INDEMNISATION**

---

Lorsque la décision de résiliation partielle est notifiée au titulaire plus de 120 jours calendaires avant la date de prise d'effet définitive, la résiliation partielle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Lorsque la décision de résiliation partielle est notifiée au titulaire moins de 120 jours calendaires avant la date de prise d'effet définitive, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation partielle, également à 10% du montant annuel hors taxe non révisé, tel qu'il figure à l'annexe financière n° 1 à l'acte d'engagement du marché pour les prestations attachées au site en cours de fermeture.

### **17.4 EFFETS DE LA RESILIATION PARTIELLE**

---

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations prévues au présent marché sur le site concerné par une fermeture jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation partielle. A défaut, il perd le droit à indemnité dont il dispose le cas échéant, et encourt l'application des pénalités prévues à l'article 6 du présent CCAP.

La résiliation partielle entraîne, à compter de sa date de prise d'effet définitive, l'arrêt du versement au titulaire du montant correspondant à l'exécution des prestations dont l'arrêt a été prononcé.

La résiliation partielle est sans effet sur l'exécution des prestations attachées aux autres sites dont le titulaire assure la poursuite dans les conditions fixées au présent marché.

### **Article 18 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE**

---

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

### **18.1 SUSPENSION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS A LA DEMANDE DU TITULAIRE**

---

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

## **18.2 SUSPENSION A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR**

---

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

## **18.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

## **18.4 RESILIATION EN CAS D'IMPOSSIBILITE D'EXECUTER LA PRESTATION ET INDEMNISATION ASSOCIEE**

---

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

## **18.5 INDEMNISATION SUITE A L'ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE**

---

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé)
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

#### 18.6 INDEMNISATION EN CAS DE POURSUITE D'EXECUTION BOULEVERSAANT L'EQUILIBRE DU CONTRAT

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Cette part peut dépasser ce taux si le titulaire est en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.

#### 18.7 DEMANDES INDEMNITAIRES

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 du CCAG FCS, et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...).

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

#### 18.8 MODALITES DE COMMUNICATIONS EN CAS DE CRISE SANITAIRE

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

### Article 19 LITIGES - LANGUES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Nîmes conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du code des juridictions administratives.

**Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG-FCS**, le délai de réponse à compter de la réception du mémoire de réclamation au-delà duquel le titulaire se voit opposer une décision de rejet tacite est de trois (3) mois.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### Article 20 DEROGATIONS AU CCAG FCS

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé
Article 5 - Modalités d'émission des bons de commande	Art 3.7.2
Article 11 - Opération de vérification – admission des prestations	Art 27.3, 28.2, 30.1, 30.2.1, 30.2, 30.4
Article 14 - Réfactions  En cas de mauvaise exécution d'une prestation, une réfaction sur les prix correspondants sera appliquée. Aucune réfaction ne pourra intervenir dans les trois mois qui suivent le début du marché.	Article 14

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé
<p>Les réfections sont fixées en pourcentage des prix annuels du marché selon les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• si la note obtenue par le prestataire lors du contrôle des prestations est NS ou NE : la réfection sera de 1/150ème du montant annuel HT du marché.</li> <li>• en cas de mauvaise exécution d'une prestation à la demande, et en l'absence de reprise, celle-ci ne sera pas payée par la personne publique qui l'a signalé sans délai au titulaire.</li> </ul> <p>Les réfections viendront en déduction de la facture du mois relative au marché.</p> <p style="text-align: center;">Pénalités</p>	
Article 19 - Litiges - langues	Article 46.3

## Article 21 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE ET SIGNATURE DES PARTIES

 Le titulaire : (cocher la case si renonciation à l'avance)


☐ renonce à l'avance prévue à l'article 12.4 du présent CCAP

Le présent CCAP comporte \_\_\_ annexes : (cocher les cases)

☐ Annexe 1 : annexe financière (décomposition du prix global et forfaitaire, désigné sous le terme « DPGF » / bordereau des prix unitaires désigné sous le terme « BPU »)

☐ Annexe 2 : Tableau des effectifs (reprise du personnel)

☐ Annexe 3 : éventuelle demande d'acceptation de sous-traitant avant notification du contrat – le cas échéant (voir le modèle de DC4 fourni par IMT Mines Alès)

 Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public mentionnées à l'Article 3 du présent CCAP, et conformément à leurs clauses,

☐ le titulaire **individuel** s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées au(x) prix indiqué(s) dans le présent CCAP et l'annexe financière.

☐ **l'ensemble des membres du groupement** s'engagent, sur la base de l'offre du groupement à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées au(x) prix indiqué(s) dans le présent CCAP et l'annexe financière.

Fait en un seul original,

### **Signature du titulaire individuel<sup>13</sup>**



À ....., le

Nom et qualité du signataire : .....

<sup>13</sup> Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**Signature du groupement <sup>14</sup> :**

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :  
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint                      OU                      ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :  
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du contrat  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :  
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :  
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature

<sup>14</sup>Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente. En cas de groupement, tous les membres du groupement doivent signer le présent document, sauf si le mandataire a été habilité par les autres membres du groupement à signer seul. Dans ce dernier cas, la signature doit être celle du mandataire habilité (le mandataire doit l'indiquer et fournir le document l'habilitant à signer au nom et pour le compte des autres entreprises membres du groupement).

**ATTENTION : Si le présent contrat n'est pas signé par le représentant légal du candidat, le signataire doit obligatoirement produire avec le présent document, un pouvoir daté et signé en original par le représentant légal l'autorisant à signer tous les documents relatifs à l'offre.**

L'offre présentée ne lie le titulaire que si son acceptation lui est notifiée dans un délai de trois mois à compter de la date limite de remise des offres.

Partie à compléter par IMT Mines Alès
<p>Est accepté le présent document valant acte d'engagement et CCAP</p> <p>À Alès, le</p> <p>Le représentant de l'acheteur :</p>